



FÉDÉRATION GÉNÉRALE
DES FONCTIONNAIRES
FORCE OUVRIÈRE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



COMMUNIQUE

Paris, le 4 septembre 2024

Septembre 2024 : le no man's land gouvernemental !

Le 16 juillet 2024, à la suite du résultat des élections législatives, Gabriel Attal proposait la démission de son gouvernement au président de la République. Démission acceptée tout en demandant au même Gabriel Attal de gérer les affaires courantes avant la nomination d'un nouveau Premier ministre et d'un nouveau gouvernement.

Presque 2 mois plus tard, ce gouvernement démissionnaire est toujours en place et le président de la République tergiverse, refuse des candidatures et tente de trouver un candidat de consensus qui, surtout, ne remettrait pas en cause ses précédentes réformes.

Ces atermoiements, cette brochette de candidats au pouvoir, certains prêts à se contredire ou pire renier leurs propres convictions pour avoir la place donnent une image pathétique de la vie politique qui ne peut que contribuer à en éloigner les Français.

Car la priorité pour la majorité d'entre nous n'est pas de savoir qui va être désigné Premier ministre mais quelle politique sera menée.

La présentation du projet de loi de finances pour 2025 par le gouvernement démissionnaire enfonce un peu plus le clou d'une politique d'austérité et suscite de grandes inquiétudes.

Pour les salariés, et notamment pour les fonctionnaires et agents publics, l'urgence est le pouvoir d'achat avec l'ouverture immédiate de négociations salariales en faveur de mesures générales comme la revalorisation du point d'indice et l'amélioration de la grille indiciaire.

C'est aussi l'amélioration des conditions de travail et les recrutements nécessaires pour éviter les surcharges de travail et rendre un meilleur service public.

Au moment où chacun rentre de vacances bien méritées, il y a urgence.

Urgence à avoir des interlocuteurs crédibles pour pouvoir porter nos revendications.

Urgence à savoir s'il y aura bien un ministère dédié à la Fonction publique.

Urgence à répondre à nos revendications et ainsi démontrer de la part du 1er employeur du pays, l'État, une véritable considération pour ses agents qui au quotidien œuvrent pour maintenir la cohésion sociale et les valeurs républicaines de liberté, égalité, fraternité et laïcité.